MONTRÉAL—BANC DU ROI.

FÉVRIER, 1832.

No. 219.

TOUSSAINT PRÉVOST, ET UX. *Demand.*

vs.

NOEL BREUX,

Défend.

Le Demandeur avait épousé la fille du Défendeur, laquelle était mineure, lorsque cette action fut intentée. Cette demande avait pour objet le recouvrement des droits mobiliers de la Demanderesse dans la succession de sa mère. Le dit Noël Breux, dans une Exception Péremtoire, prétendit que l'action ne pouvait être maintenue, parceque la Demanderesse étant encore mineure, ne pouvait, quoiqu'émancipée par mariage, poursuivre cette action sans être assistée d'un *tuteur ad hoc*.

Les Demandeurs répondirent à cette Exception en soutenant que cette action étant purement mobilière, il n'était pas nécessaire que la Demanderesse, étant émancipée légalement par son mariage, fût assistée d'un *tuteur ad hoc* : Que la loi n'obligeait une femme mineure mariée, de se faire assister d'un *tuteur ad hoc*, que lorsqu'il s'agissait de l'aliénation de ses immeubles. Que les Demandeurs étant en communauté de biens, et la somme réclamée par l'action tombant dans cette communauté, le mari seul pouvait intenter cette demande, comme étant le chef de la communauté et le *seigneur des actions mobilières qui procèdent du côté de sa femme*, suivant l'article 233 de la coutume de Paris.

Le Défendeur répliquait, que dans le cas actuel, il s'agissait d'une universalité de meubles qui devait être considérée comme un immeuble. Cependant la Cour du Banc du Roi de Montréal, par son Jugement du 17 Février 1832, débouta l'exception du dit N. Breux.

MONTRÉAL—BANC DU ROI.

OCTOBRE, 1838.

No. 619 et 1404.

H. ROBERTSON, et Al.

Demandeurs.

vs.

AUGUSTIN PERRIN,

Défendeur.

et

FRANÇOIS PERRIN, Tuteur, *Oppt.*

L'immeuble du Défendeur avait été saisi à la poursuite des Demendeurs. Il était affecté au douaire coutumier non encore ouvert en faveur des enfans nés du mariage du Défendeur avec feue Clémence Racicot.

François Perrin, comme Tuteur des enfans, forma opposition afin de charge du droit douaire coutumier.

L'opposition ne fut pas contestée. Mais par Jugement du 19 Octobre 1838, la Cour du Banc du Roi de Montréal, la débouta, sur le principe que le douaire n'était pas encore ouvert.